

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Châteauroux, le 11 juin 2025

Vigilance sécheresse dans l'Indre

L'Observatoire des Ressources en Eau (ORE) a été consulté le 11 juin dernier. Il regroupe les principaux usagers de la ressource en eau (collectivités, profession agricole, syndicats d'eau potable, associations environnementales) et les services de l'État. L'ORE assure une veille permanente et propose au préfet d'éventuelles mesures de restriction des usages de l'eau en fonction des situations.

Le mois de mai 2025 a été particulièrement sec dans l'Indre. Il n'est tombé que 27 mm en moyenne dans le département soit un déficit supérieur à 60 %. Sur les 20 dernières années, seules les années 2011 et 2022 avaient connu des mois de mai plus secs avec 25 mm. Ce mois est habituellement le plus humide de l'année. Une sécheresse de surface s'est donc installée durablement avec des sols très secs alors que les besoins de la végétation sont importants durant cette période.

Le début de ce mois de juin est également sec en particulier dans le centre du département où les pluies sont restées anecdotiques la semaine dernière (< 5 mm). Le Sud-Est et le Nord-Ouest ont reçu plus de précipitations que prévu (10-15 mm) ce qui a permis une remontée temporaire des débits sur les bassins fragiles comme l'Indre Amont ou la Bouzanne.

Les prévisions météorologiques envisagent une nette dégradation de la situation avec des fortes chaleurs qui devraient se poursuivre jusqu'à la semaine prochaine (35°C sont attendus ce vendredi). De nombreux records de chaleur devraient être battus pour une première quinzaine de juin, énièmes signes d'une accélération du réchauffement climatique. La baisse des débits, temporairement stoppée le week-end dernier, devrait reprendre et s'accélérer.

Ainsi, le préfet décide de publier un arrêté de restriction entrant en vigueur le samedi 14 juin 2025 à 00h, pour les bassins versants de l'Indre listés dans le tableau suivant :

VIGILANCE	Ensemble du département à l'exception de la Ringoire				
ALERTE					
ALERTE RENFORCÉE	Ringoire				

L'arrosage des espaces verts, des jardins potagers et des terrains de sport est donc désormais interdit de 8h à 20h sur le bassin de la Ringoire tout comme l'irrigation agricole. Le remplissage et la vidange d'un plan d'eau sont interdits également. L'ensemble des mesures de restriction sont à retrouver dans **l'ANNEXE 3** de l'arrêté. Des contrôles du respect des restrictions seront mis en œuvre par les agents de la police de l'eau.

Pour plus d'informations, contactez la DDT à l'adresse suivante : ddt-ore@indre.gouv.fr.

Direction des services du cabinet

Tel: 02.54.29.50.54 / 50.06

Port: 06.32.89.73.82 / 06.07.08.31.19 Mél: <u>pref-communication@indre.gouv.fr</u>





ARRÊTÉ n° 36-2025-06-12-00001 du 12 juin 2025 limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans l'Indre

Anété complet à Consulter à la Mairie.

LE PRÉFET DE L'INDRE, Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1 à L. 211-10 relatifs à la gestion de la ressource, L. 214-18 relatif au respect d'un débit minimal garantit en permamence, L. 215-1 à L. 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, R. 216-9 relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau;

Vu le Code civil et notamment les articles 640 à 645 relatifs à la gestion des eaux pluviales et de sources entre propriétaires ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté n° 36-2024-10-10-00005 du 10 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Rik VANDERERVEN, Directeur départemental des territoires de l'Indre ;

Vu l'Arrêté n° 36-2025-03-20-00002 du 20 mars 2025, donnant subdélégation de signature aux agents de la Direction Départementale des Territoires de l'Indre;

Vu le décret « gestion quantitative » n°2021-795 du 23 juin 2021, relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement :

Vu l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, modifié, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

Vu l'instruction ministérielle du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse ;

Vu l'instruction ministérielle du 14 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n°2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n°2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau;

ANNEXE 3: CONTENU DES PLANS D'ALERTE

En fonction des débits et niveaux piézométriques mesurés sur chaque station de référence (point nodal, DREAL ou DDT), des plans d'alerte sont définis pour chaque seuil franchi (Alerte, Alerte renforcée et Crise) dans lesquels les prélèvements doivent être progressivement réduits sur la zone contrôlée par la station de référence. Ces réductions de prélèvements sont adaptées aux usagers de l'eau en fonction du seuil franchi.

De plus, les économies d'eau pour tous les usages sont à promouvoir, car elles constituent une mesure dans les plans d'adaptation au changement climatique : il est rappelé que certains usages, aux heures les plus chaudes de la journée, favorisent fortement l'évaporation. Ainsi de juin à septembre et indépendamment des mesures de restrictions ci-dessous, il est recommandé de privilégier les prélèvements en dehors de ces heures.

Les mesures de limitation ou de suspension décrites dans les tableaux ci-dessous s'appliquent quelle que soit l'origine de l'eau, à l'exception des usages listés dans l'Article 2. Elles feront l'objet de contrôles tels que précisés à l'Article 6 et leur non-respect est susceptible de poursuites pénales :

Mesures générales (tout usager, public et privé)

USAGES DE L'EAU	MESURES APPLICABLES DÈS LE FRANCHISSEMENT				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	
Arrosage des jardins potagers	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdit de 10h à 18h	Interdit de	8h à 20h	
Arrosage des espaces arborés, pelouses, massifs fleuris, espaces verts		Interdit de 10h à 18h	Interdit sauf les arbres et arbustes plans en pleine terre depuis moins de 3 ans c 20h à 8h. Dérogation générale pour les Parcs et Jardins en ANNEXE 4 pour lesquels le arrosages sont autorisés entre 20h et 8		
Remplissage et vidange des piscines à usage non collectif (de plus d'1m3)		Remplissage interdit sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		Interdit	
Remplissage et vidange des piscines à usage collectif		Autorisé	Remplissage interdit so ou si demandé p réglementation pour	ar l'ARS ou la	
Lavage de véhicules en station (1)		Interdit sauf pour : les lavages manuels à l'aide de lances à haute pression les dispositifs équipés d'un système de recyclage de l'eau de 70 % minimum.		Interdit sauf impératif sanitaire dans la limite d'une seule piste ouverte.	
		une signalétique des	rictions en vigueur (mo pistes ouvertes ou fern installations à destinati	nées devra être mis	

Lavage de véhicules chez les particuliers		Interdit à titre privé à domicile même hors période de le restriction (en application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique).		
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées		Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel sur une surface faisant l'objet de travaux ou avec impératif sanitaire ou sécuritaire.		
Alimentation des fontaines d'ornement, bassins d'ornement, jeux d'eau et autres aménagements en circuit ouvert			Interdit	
Remplissage / vidange des plans d'eau (2)	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage	Interdit sauf : • pour les plans d'eau présents dans la zone définie par l'ANNEXE 5 sous réserve d'informer la DDT conformément à l'Article 7-6. • pour les usages commerciaux sous autorisation préalable du service en charge de la police de l'eau.		
Gestion des ouvrages hydrauliques	d'économie d'eau.	Interdiction de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire : • au non dépassement de la cote légale de retenue • à la protection contre les inondations des terrains riverains amont • à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont. Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.		
Abreuvement des animaux		Pas de limitation sous réserve de veiller au maintien d'un débit minimum dans le milieu naturel, sauf arrêté spécifique.		
Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf :	

- (1) Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, les unités de lavage des garages et stations-service et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP...) conformément au guide accompagnant l'instruction ministérielle du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.
- (2) Même hors période de restriction, l'arrêté du 9 juin 2021 interdit le remplissage des plans d'eau alimentés par prélèvement en cours d'eau et nappe d'accompagnement du 15 juin au 30 septembre. Ainsi, aucun prélèvement n'est effectué dans cette période à l'exception des prélèvements indispensables au bon fonctionnement des piscicultures et des cas exceptionnels arrêtés par le préfet.